



Chambre Valaisanne
de Commerce et d'Industrie

Walliser Industrie-
und Handelskammer

Communiqué de presse
23 juin 2020

Initiative de résiliation Non à un marché de dupes

Alors que nous venons de fêter les vingt ans des Accords bilatéraux I, l'initiative de résiliation de l'UDC souhaite rompre avec ce modèle à succès sans apporter aucune solution. Si en temps normal l'économie n'apprécie guère les expérimentations hasardeuses et l'insécurité, le contexte actuel ne permet évidemment pas d'emprunter la voie solitaire et de nous couper de nos voisins européens ; au contraire, nos entreprises ont besoin de perspectives.

Après nous le déluge

L'initiative souhaite mettre un terme le plus rapidement possible à la libre circulation des personnes avec l'UE. Or celui-ci n'est qu'un parmi les sept accords réunis dans les Bilatérales I. Avec la clause guillotine, ce sont tous les autres Accords bilatéraux I qui cesseraient d'exister. S'en prendre à un système qui fonctionne sans proposer d'alternative crédible est irresponsable. Dans le vide qui suivra, il y a aura tout lieu de penser que les débats autour de la politique européenne de la Suisse éclipsent tous les autres sujets importants de notre pays.

Boucs émissaires étrangers et perdants suisses

Dans leur argumentaire, les initiants promettent de régler la question des migrations extra-européennes, du travail au noir, des problèmes de transport, la question des ressources énergétiques et environnementales ; ils mélangent allègrement travailleurs étrangers, frontaliers, immigrants, requérants d'asile afin de les stigmatiser. Ils oublient vite que l'accord de libre circulation concerne seulement les travailleurs de l'Union européenne.

Cette initiative plongerait notre pays dans une profonde incertitude. Ce sont en effet les PME exportatrices, mais aussi toutes celles qui dépendent de main d'œuvre étrangère, dont les agriculteurs, qui en souffriraient les premiers.

Nous expérimentons les Bilatérales chaque jour sans le savoir. Dans notre quotidien, pouvoir acquérir des produits en provenance de l'UE qui ne sont pas grevés de frais douaniers et de transports exorbitants, trouver des emplois passionnants dans la recherche ici en Valais ou en Suisse financés par des crédits européens, organiser un séjour à la mer, ou s'amuser à la Fête de la bière à Munich sans perdre des heures pour un visa, être fiers de nos produits agricoles sur les étals étrangers, savoir vos grands-parents dans une structure de soins qui n'a pas de soucis de personnel. C'est aussi ça les Bilatérales au quotidien !

L'économie valaisanne sous entrave

Santé, agriculture, industrie et recherche, le Valais serait perdant à de nombreux niveaux.

Dans notre canton, 37% du personnel infirmier dispose d'un diplôme délivré à l'étranger. Alors que nous avons pu constater le travail précieux qu'ils accomplissent chaque jour, qu'advierait-il du secteur de la santé avec la fin de la libre circulation ? Le surplus de bureaucratie et les contraintes administratives qui pèseront sur le recrutement auront un effet délétère sur les prestations.

L'accord sur l'agriculture permet par exemple à nos fromages d'être exportés sans barrière. Avec plus de 80% des exportations destinées au marché européen, l'UE est de loin le débouché le plus important pour les fromages suisses. De plus, cet accord permet également à nos agriculteurs d'avoir accès à des semences meilleur marché, ce qui réduit le coût de production et a une répercussion positive sur le citoyen à l'heure de faire les courses.

Et ce constat est également valable pour notre industrie, dont l'UE représente le principal marché d'exportation avec 49% des marchandises qui y sont livrées. Grâce aux Accords bilatéraux, les biens manufacturés en Valais bénéficient d'un accès sans entrave au marché européen. Le retour de barrières administratives risquerait de les pénaliser face à leurs concurrents étrangers.

Et pour finir, alors que le Valais investit dans la recherche, avec notamment le projet EPFL et le développement de la HES-SO Valais-Wallis, cette initiative renforcerait les risques de marginalisation de ce secteur sur la scène internationale.

* * *

L'initiative de résiliation présente des risques importants pour notre pays. Elle ne propose ni alternative crédible à nos négociations avec l'UE, ni solution réaliste aux problèmes qu'elle entend combattre. Notre pays et nos entreprises ont besoin de sécurité, de confiance et de perspectives. Nous refuserons ce marché de dupes le 27 septembre prochain.

Plus d'informations

Dr. Jean-Albert Ferrez, président, jean-albert-ferrez@cci-valais.ch, +41 78 616 72 64

Vincent Riesen, directeur, vincent.riesen@cci-valais.ch, +41 78 698 5309